

Formation professionnelle - récession = Berufsausbildung - Rezession

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Das Werk : Architektur und Kunst = L'oeuvre : architecture et art**

Band (Jahr): **63 (1976)**

Heft 6: **Zentren für Berufsausbildung = Centres de formation professionnelle**

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-48595>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Formation professionnelle – récession

Les années de très haute conjoncture ont cédé la place à des temps beaucoup plus difficiles. Le marché de l'emploi s'est resserré, le chômage est réapparu. A ces difficultés conjoncturelles s'est ajouté un autre facteur, l'accroissement démographique. En effet, la plupart des cantons ont enregistré durant les années 60 un accroissement démographique important qui se traduira dans un avenir proche par une demande accrue de postes de travail.

Dans ce contexte tendu qu'advient-il de la formation professionnelle? Comment supporte-t-elle cette évolution? Ses objectifs sont-ils modifiés? Ses méthodes et ses moyens devront-ils s'adapter? En quelques mots, les réformes amorcées en période de plein essor vont-elles pouvoir se poursuivre et aboutir à des réalisations?

La question est d'importance. La formation professionnelle, de même que le perfectionnement, sont partie intégrante de l'action éducative générale. Ils sont de plus en plus associés dans les esprits, comme dans les faits, à l'éducation continue. Cette évolution devrait contribuer au complet épanouissement de l'individu et ceci, quelle que soit la profession exercée.

La nature compétitive de notre économie dépend également de la qualification de l'ensemble de sa main-d'œuvre à quelque niveau de responsabilité qu'elle se situe; elle dépend de ses facultés d'adaptation et de ses compétences en matière d'innovation. On retrouve ainsi les deux dimensions de la formation professionnelle: l'une individuelle et soulignée par le souci de l'épanouissement de chacun, l'autre collective et marquée par celui d'un développement économique harmonieux et dynamique.

Or, le ralentissement des affaires et l'apparition du chômage sèment le trouble dans bien des esprits. Habitée à conduire une existence très facile, la génération qui n'a pas connu la crise des années 30, voire même le pénible démarrage de l'après-guerre, s'insurge face à un si brusque changement.

Si cette réaction est compréhensible, elle ne devrait cependant pas se cristalliser dans une attitude générale de passivité ou de démission. Bien au contraire, le coup de semonce ainsi asséné nous amène à repenser les objectifs et les structures éducatives, notamment celles qui ont trait à la formation et au perfectionnement professionnels.

Comme tout choix, celui d'une profession est difficile. Force nous est de constater que des jeunes y sont inégalement préparés. Par ailleurs, l'assimilation assez généralisée de l'exercice d'une profession à l'acceptation d'un mal nécessaire n'encourage guère les jeunes à choisir une profession. Comme beaucoup de valeurs, celle du métier s'est estompée.

Première leçon de la crise

Les non-qualifiés sont les plus touchés. C'est dans leurs rangs que se recrutent les chômeurs de longue durée. Les autres trouvent tôt ou tard

à se reclasser. Il est donc indispensable de redonner à l'apprentissage d'une profession toute sa signification, et ce, qu'il soit poursuivi en entreprise ou en école.

Deuxième leçon de la crise

L'évolution de la conjoncture et les difficultés que rencontrent certaines entreprises ont amené de nombreux travailleurs à rechercher de nouvelles places, voire même dans certains cas à changer de type d'activité et de profession.

Cette mobilité professionnelle annoncée depuis longtemps, pratiquée souvent par les plus dynamiques en période de haute conjoncture, est maintenant imposée. Une possibilité est devenue nécessité. Il est donc indispensable que les individus y soient préparés.

Une telle mobilité professionnelle ne pourra être supportée que par des hommes et des femmes dotés d'une bonne culture générale et d'une formation professionnelle très ouverte.

Troisième leçon de la crise

Le rôle des collectivités privées et publiques s'affirme de plus en plus, les difficultés économiques ont amené des entreprises et des associations professionnelles à s'organiser et à resserrer leurs liens; le dialogue entre partenaires sociaux apparaît plus incisif, la collaboration avec l'Etat est plus directe et plus pragmatique.

Dans ce contexte, le développement des structures les plus efficaces de formation et de perfectionnement professionnels requiert quelques efforts d'imagination et surtout le déblocage des moyens financiers nécessaires. Economiquement et socialement, nous pouvons en effet nous considérer dans un véritable état d'urgence.

Les mesures indispensables

Elargir le cadre juridique

La révision de la loi fédérale sur la formation professionnelle actuellement en cours offrira sans aucun doute des possibilités nouvelles sur le plan général (développement de la recherche en matière de formation professionnelle) comme sur ceux de la formation en entreprise (cours pour maîtres d'apprentissage, développement des moyens auxiliaires et des cours d'introduction), et de l'enseignement professionnel (augmentation du nombre d'heures, création de l'Institut suisse de pédagogie et de l'école professionnelle supérieure).

Ces dispositions nouvelles visent à améliorer sensiblement la qualité de la formation et nous ne pouvons que nous réjouir de leur généralisation. Il n'en demeure pas moins que les statuts de l'étudiant et de l'apprenti sont encore très éloignés tant par la forme que par le fond. La différence entre ces deux statuts – même si celui de l'apprenti offre sur le plan éducatif général des qualités incontestables – est ressentie par l'ensemble de la population et par les jeunes en particulier comme une injustice flagrante.

Par ailleurs, la prise en charge totale par les

collectivités publiques des formations professionnelles réservées à «ceux qui peuvent rester à l'école plus longtemps» crée une inégalité à l'endroit de ceux qui acquièrent une formation en entreprise et des entreprises ou associations professionnelles elles-mêmes, appelées ainsi à fournir un effort non négligeable.

En conférant une responsabilité importante aux associations professionnelles, le système helvétique est excellent, car il assure la garantie d'une formation sans cesse adaptée à l'évolution des professions. Le souci de la relève leur appartient en priorité. Il serait cependant intolérable que des inéquités de traitement émanant des collectivités ne viennent à défavoriser les uns par rapport aux autres, et ceci, quelles que soient les professions enseignées.

Les règlements d'apprentissage

La nécessité de s'adapter à de nouvelles techniques professionnelles, voire même à de nouvelles professions, nous obligera à lutter contre les formations trop spécialisées. Il apparaît indispensable que les plans de formation prévoient tout d'abord des bases très larges assorties ultérieurement, si nécessaire, de quelques degrés de spécialisation.

Les possibilités de formation

La recherche des places d'apprentissage est devenue dans certains cantons un des soucis primordiaux des services publics et privés responsables. Très préoccupés par l'évolution de la conjoncture et ses conséquences au sein de leur entreprise, de nombreux employeurs hésitent à engager des apprentis. Aux problèmes financiers actuels, ils ajoutent le souci des débouchés de leurs futurs ouvriers qualifiés.

Cette retenue est compréhensible, mais il importe de la modérer, voire même de la combattre. En effet, de nombreuses professions se sont plaintes ces dernières années de ne pas pouvoir former la main-d'œuvre qualifiée nécessaire. Il serait regrettable que, cédant au pessimisme, elles renoncent maintenant à investir pour des lendemains qu'elles jugent incertains. Bien au contraire, la prise en charge par des entreprises et des associations professionnelles de nouvelles structures de formation et de perfectionnement demeurera sans aucun doute un des meilleurs moyens pour relever notre économie et améliorer la qualité de nos produits. Il nous paraît indispensable que l'appui des pouvoirs publics à de telles actions puisse être inséré dans le cadre général des programmes de relance.

Imagination et collaboration

L'infrastructure économique et éducative de notre pays est d'un niveau très supérieur à celui de nombreux pays industrialisés. En tire-t-on vraiment le maximum?

La formation et le perfectionnement professionnels constituent un des leviers fondamentaux de notre évolution économique, sociale, culturelle et politique. Pour cette raison, ils méritent tous nos soins.

A cet effet,
 – l'orientation doit maintenant plus que jamais être insérée au processus éducatif général et offerte à tous, adolescents et adultes, quelles que soient les filières scolaires choisies par les intéressés. La dichotomie entre orientation scolaire et professionnelle, générale et universitaire ou autre, est une absurdité dont les conséquences ne pourront qu'aboutir à des cloisonnements stériles;

– la collaboration entre les milieux professionnels et l'école doit se resserrer encore afin de développer les structures éducatives indispensables tant à l'école que dans l'entreprise.

Trop souvent encore, la coordination entre enseignement professionnel et formation en entreprise demeure insatisfaisante;

– le rôle des associations professionnelles en matière de formation est déterminant. Elles ont la possibilité d'organiser notamment: des cours d'introduction, des centres de formation, des stages interentreprises, des systèmes de surveillance, des cours de perfectionnement, des cours

spéciaux pour apprentis et professionnels qualifiés.

Les collectivités publiques doivent absolument les appuyer dans ces actions.

– L'école professionnelle doit continuer de remplir sa double mission: de culture générale et d'enseignement professionnel.

Sa tâche est délicate et difficile. Délicate, car elle doit s'adapter sans cesse à l'évolution des très nombreuses disciplines professionnelles en cultivant les relations continues avec les métiers; difficile, car le passé scolaire des apprentis offre souvent des lacunes qu'il s'agit de combler avant de pouvoir aller de l'avant.

Cette approche pédagogique, caractérisée de plus en plus par l'individualisation de l'enseignement, requiert des maîtres un très haut niveau de qualifications.

– Enfin, l'encadrement dans l'entreprise demeure le garant de la réussite de l'apprenti. Cette prise en charge ne devrait pas être la préoccupation d'un seul moniteur ou chef de service, mais devrait être partagée par une ma-

jorité de travailleurs. Pour un adolescent, le cadre professionnel est le complément du cadre familial. Cette insertion ne se fait certainement pas sans heurts ni sans difficultés.

Les aînés se doivent de l'aider, de le conseiller, de lui permettre peu à peu de s'affirmer en assumant ses propres responsabilités. On apprendra peut-être aussi à son contact. Cette action éducative sera la source sans aucun doute d'un enrichissement mutuel.

Conclusion

Nous traversons une époque difficile. La conjoncture fléchit. La contestation est à l'ordre du jour. Les critiques ne tarissent pas.

Ne nous laissons cependant pas envahir par le pessimisme, car nos forces sont intactes.

La jeunesse est promesse d'avenir. Ne la décevons pas.

Roger Beuchat, directeur de l'Office d'orientation et de formation professionnelle, Genève



Ausbildungszentrum Biel (Fotos: Leonardo Bezzola)

Berufsausbildung – Rezession

Nach jahrelanger Hochkonjunktur kommen nun viel schwierigere Zeiten. Der Arbeitsmarkt ist geschrumpft, es herrscht wieder Arbeitslosigkeit. Zu diesen Konjunkturschwierigkeiten ist noch ein weiterer Faktor getreten, nämlich das Bevölkerungswachstum. Die meisten Kantone verzeichneten während der 60er Jahre ein erhebliches Anwachsen der Bevölkerungszahl, was in nächster Zukunft zu einer verstärkten Nachfrage nach Arbeitsplätzen führen wird.

Was wird in dieser gespannten Lage aus der Berufsausbildung? Wie verträgt sie diese Entwicklung? Haben sich ihre Ziele geändert? Sollen ihre Methoden und Mittel sich der veränderten Lage anpassen? Kurz, können die in der Hochkonjunktur in die Wege geleiteten Reformen weitergeführt und realisiert werden?

Die Frage ist von Bedeutung. Die berufliche Ausbildung und auch die Weiterbildung sind

Bestandteile der allgemeinen Erziehungstätigkeit. Sie werden immer mehr, im Geiste wie in der Tat, mit der ständigen Weiterbildung gleichgesetzt. Diese Entwicklung sollte zur totalen Entfaltung des Individuums beitragen, unabhängig vom ausgeübten Beruf.

Der Wettbewerbscharakter unserer Wirtschaft beruht auch auf der Qualifizierung der Gesamtheit der Werktätigen, unabhängig vom Posten; er hängt von ihrer Anpassungsfähigkeit und ihrem Erfindungsgeist ab. Wir haben hierin wieder die beiden Dimensionen der Berufsausbildung: die individuelle mit Betonung auf der Entfaltung des Individuums und die kollektive, gekennzeichnet durch das Streben nach einer harmonischen, dynamischen Wirtschaftsentwicklung.

Das Nachlassen der Geschäftstätigkeit sowie die neuerliche Arbeitslosigkeit stiften bei vielen

Verwirrung. Die an eine sorgenlose Existenz gewöhnte Generation, die weder die Krise der 30er Jahre noch die mühsamen Nachkriegsjahre durchgemacht hat, lehnt sich gegen einen solch brutalen Umschwung auf.

Diese Reaktion ist wohl verständlich, sie sollte jedoch nicht in allgemeiner Passivität und Kapitulation kristallisieren. Das erfolgte Warnsignal soll vielmehr Anlass zum Überdenken der erzieherischen Ziele und Strukturen geben, namentlich der Ausbildung und Fortbildung.

Wie jede Wahl ist diejenige des Berufes schwer zu treffen. Leider müssen wir eine unterschiedliche Vorbereitung auf diese Entscheidung bei der Jugend feststellen. Ausserdem ermutigt die Gleichstellung der Berufsausübung mit einem notwendigen Übel wohl kaum zur Berufswahl. Wie so viele Werte ist derjenige des Berufes abgenutzt.

Erstes Fazit der Krise

Ungelernte Arbeiter sind am schwersten betroffen. Aus ihren Reihen kommen die Langzeitarbeitslosen. Die anderen können sich früher oder später wieder eingliedern. Es ist daher notwendig, der Berufsausbildung ihren vollen Gehalt wiederzugeben, sei es, dass sie im Unternehmen, oder sei es, dass sie in der Berufsschule erfolgt.

Zweites Fazit der Krise

Die Konjunkturentwicklung und die Schwierigkeiten, mit denen sich manche Unternehmen konfrontiert sehen, haben zahlreiche Arbeitnehmer bewegt, neue Arbeitsplätze zu suchen oder aber in manchen Fällen den Beruf oder den Tätigkeitsbereich zu wechseln.

Diese seit langem angekündigte, von den Dynamischeren in Hochkonjunkturperioden praktizierte berufliche Mobilität hat heute Zwangscharakter. Eine Möglichkeit ist Notwendigkeit geworden. Es ist daher notwendig, die Individuen darauf vorzubereiten.

Eine derartige berufliche Mobilität kann nur von Männern und Frauen mit guter Allgemeinbildung und sehr offener Berufsbildung ertragen werden.

Drittes Fazit der Krise

Die Rolle der privaten und öffentlichen Körperschaften setzt sich immer mehr durch; die wirtschaftlichen Schwierigkeiten haben die Unternehmen und Berufsverbände bewegt, sich zu organisieren und ihre Beziehungen zu verstärken; das Gespräch zwischen den Sozialpartnern wird schärfer, die Zusammenarbeit mit dem Staat ist direkter und pragmatischer.

In diesem Zusammenhang erfordert die Entwicklung der effektivsten Strukturen der Berufsausbildung und -weiterbildung einiges Mass an Einfallsreichtum und vor allem die Freistellung der benötigten Geldmittel. Wirtschaftlich und sozial gesehen befinden wir uns in einer echten Notstandssituation.

Die erforderlichen Massnahmen

Erweiterung des rechtlichen Rahmens

Die derzeitige Revision des Bundesgesetzes über die Berufsausbildung bietet zweifelsohne neue Möglichkeiten in genereller Hinsicht (Förderung der Forschung im Bereich der Berufsausbildung), für die Ausbildung innerhalb eines Unternehmens (Kurse für Ausbilder, Vermehrung der technischen Hilfsmittel und Einführungskurse) und den Berufsschulunterricht (Erhöhung der Stundenzahl, Schaffung des Schweizerischen pädagogischen Instituts und der Höheren Berufsschule).

Diese neuen Massnahmen haben die Verbesserung der Ausbildungsqualität zum Ziel, und wir können ihre Verallgemeinerung nur begrüssen. Dennoch ist der Status des Lehrlings und des Studierenden immer noch sehr unterschiedlich in Form und Prinzip, ein Unterschied – wenn auch der Status des Lehrlings allgemein erziehungsmässig unzweifelhafte Qualitäten aufweist –, der von der Allgemeinheit und besonders von der Jugend als flagrantes Unrecht angesehen wird.

Ausserdem schafft die Übernahme durch die

öffentliche Hand der Gesamtlasten der Berufsausbildung derjenigen, «die länger in der Schule bleiben dürfen», eine Ungleichheit gegenüber jenen, die ihre Ausbildung innerhalb eines Unternehmens erhalten, sowie gegenüber den Unternehmen und Berufsverbänden, die dadurch nicht unbedeutende Leistungen erbringen müssen.

Indem es die Berufsverbände mit bedeutenden Verantwortungen betraut, ist das schweizerische System hervorragend, denn es garantiert eine stets neu an die Evolution der verschiedenen Berufe angepasste Berufsausbildung. Die Sorge um den Nachwuchs ist in erster Linie ihre Aufgabe. Es wäre jedoch unerträglich, wenn Unterschiede in der Behandlung seitens der öffentlichen Hand die einen gegenüber den anderen benachteiligten, unabhängig vom Ausbildungsberuf.

Lehrlingsreglemente

Die Notwendigkeit, sich an neue berufliche Techniken oder sogar an neue Berufe anzupassen, wird uns zwingen, allzu spezialisierte Ausbildungsprogramme zu bekämpfen. Es scheint insofern notwendig, dass die Lehrpläne anfänglich eine breite Grundlage mit eventuellen späteren Spezialisierungsstufen vorsehen.

Ausbildungsmöglichkeiten

Die Suche nach einer Lehrstelle ist in manchen Kantonen zur Hauptsorge der verantwortlichen öffentlichen und privaten Dienste geworden. In der Besorgnis über die Konjunkturentwicklung und ihren Niederschlag auf ihr Unternehmen zögern zahlreiche Unternehmer mit der Einstellung von Lehrlingen. Zu den derzeitigen finanziellen Problemen fügen sie auf diese Weise noch die Sorge um die zukünftigen Arbeitsplätze ihrer ausgebildeten Arbeitskräfte.

Diese Umsicht ist zwar begreiflich, es gilt jedoch, sie zu mindern oder gar zu bekämpfen. Tatsächlich haben sich zahlreiche Berufszweige in den vergangenen Jahren darüber beklagt, dass sie nicht die benötigten Arbeitskräfte ausbilden könnten. Es wäre daher bedauerlich, wenn sie es jetzt aus übermässigem Pessimismus unterliessen, für eine ihnen ungewiss erscheinende Zukunft zu investieren. Im Gegenteil, die Übernahme neuer Aus- und Fortbildungsstrukturen durch die Unternehmen und Berufsverbände bleibt zweifellos eines der besten Mittel zur Ankurbelung unserer Wirtschaft und zur Verbesserung unserer Produkte. Es erscheint uns notwendig, dass die staatliche Unterstützung solcher Programme im Rahmen der allgemeinen Wirtschaftsprogramme geschehe.

Ideen und Zusammenarbeit

Die wirtschaftliche und die erzieherische Infrastruktur unseres Landes sind denen zahlreicher Länder weit überlegen. Wird diese Tatsache wirklich optimal genutzt?

Die berufliche Aus- und Weiterbildung ist ein wesentlicher Faktor unserer wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen und politischen Entwicklung. Aus diesem Grund verdienen sie unsere ganze Aufmerksamkeit.

Zu diesem Zweck

– muss die berufliche Orientierung mehr denn

je in den allgemeinen Bildungsprozess eingefügt werden und allen offenstehen, Jugendlichen wie Erwachsenen, gleich welchen Bildungsweg sie gewählt haben; die Diskrepanz zwischen der Orientierung im Bereich von Schule und Beruf, in allgemeiner Hinsicht wie an Hochschulen usw. ist ein Absurdum, dessen Konsequenz nur sterile Abgrenzung sein kann; – muss die Zusammenarbeit zwischen Berufswesen und Schulwesen enger gestaltet werden im Hinblick auf die Weiterentwicklung der notwendigen Ausbildungsstrukturen in Schule und Unternehmen.

Allzuoft lässt noch die Koordinierung zwischen Berufsschulbildung und Unternehmensausbildung zu wünschen übrig.

– ist die Rolle der Berufsverbände determinierend. Sie haben die Möglichkeit, folgendes zu organisieren: – Einführungskurse, – Schulungszentren, – Praktikantenaustausch, – Aufsichtssysteme, – Weiterbildungskurse, – Sonderkurse für Lehrlinge und qualifizierte Berufstätige.

Die öffentlichen Körperschaften müssen sie bei diesen Aktionen unbedingt unterstützen. – muss die Berufsschule ihre doppelte Rolle weiterhin erfüllen: Allgemeinbildung und Berufsausbildung.

Ihre Aufgabe ist heikel und schwierig. Heikel, denn sie muss sich ständig der Entwicklung überaus zahlreicher Berufszweige anpassen, indem sie permanente Beziehungen mit der Berufswelt pflegt, schwierig, denn die schulische Vergangenheit der Lehrlinge zeigt oft Lücken, die aufgefüllt werden müssen, bevor weitergegangen werden kann.

Dieses pädagogische Vorgehen, das sich immer mehr durch die Individualisierung des Unterrichts auszeichnet, erfordert überaus qualifizierte Ausbilder.

– bleibt schliesslich die Betreuung im Unternehmen die Garantie für den Erfolg des Lehrlings. Diese Verantwortung sollte nicht einem einzigen Ausbilder oder Abteilungsleiter überlassen werden, sondern von einer Mehrheit von Arbeitenden geteilt werden. Für einen Jugendlichen ist die Unternehmenssphäre die Ergänzung der Familiensphäre. Diese Einfügung geschieht gewiss nicht reibungslos und nicht ohne Schwierigkeiten.

Die Älteren müssen ihm helfen und Rat geben und es ihm nach und nach ermöglichen, durch eigene Verantwortung sich selbst zu bestätigen. Vielleicht kann man ja auch im Kontakt mit ihm lernen. Diese erzieherische Aktion ist bestimmt Anlass zu gegenseitiger Bereicherung.

Schlussbetrachtung

Wir machen eine schwierige Zeit durch. Die Konjunktur lässt nach. Protest ist an der Tagesordnung. Die Kritik nimmt kein Ende.

Lassen wir uns trotzdem nicht vom Pessimismus überwältigen, denn unsere Kräfte sind intakt.

Die Jugend ist unsere Zukunft. Wir dürfen sie nicht enttäuschen.

Roger Beuchat, Directeur de l'Office d'orientation et de formation professionnelle, Genève ■